

L'Afrique et le système international*

Habib El Malki**

La réalité africaine est à l'ordre du jour.

La désertification croissante, les spectres de la sécheresse et de la famine, les risques graves de la désintégration nationale et sociale, le fardeau de la dette et les effets pervers de la *marginalité* des économies africaines au sein du Système de l'Economie Mondiale (SEM), sont autant de facteurs qui témoignent de l'actualité du fait africain.

Comment rendre compte de ce fait éclaté, complexe et multiple? Comment rompre avec une littérature misérabiliste largement en vogue, présentant l'Afrique comme un continent sinistré, sans avenir, alimentant par là une sorte d'afro-pessimisme?

Certes, le rôle des sciences sociales dans la prise de conscience de la réalité africaine est loin d'être négligeable¹. Mais particulièrement dans les années 80, la réflexion est non seulement bloquée mais elle a reculé. Ce qu'est devenu l'Afrique, les raisons profondes à l'origine de cette situation n'ont pas fait l'objet d'analyses suffisamment approfondies pour déboucher sur des stratégies alternatives cohérentes destinées à réduire l'écart qui ne cesse de se creuser entre l'Afrique potentielle et l'Afrique actuelle. Dans ce domaine, l'Afrique a beaucoup souffert des modes intellectuels, très souvent étrangers à ses besoins et à ses aspirations. Des schémas d'analyse ont figé une réalité sans cesse en mouvement. Comme l'effort de transposition sur le plan méthodologique, conceptuel et théorique l'a emporté jusqu'ici sur celui de la créativité et de l'imagination. D'où les impasses actuelles. D'autant plus que le savoir reçu, "accumulé", n'est pas toujours conforme au savoir vécu. Un tel hiatus est à l'origine de deux types d'attitudes: soit la fuite en avant sous couvert de l'universalité de la science, soit l'adoption d'une attitude frileuse, conservatrice, au nom de la spécificité: Dans ces termes, le débat ne peut faire progresser la réflexion pour une meilleure connaissance de la réalité africaine. Et de manière plus générale, il est significatif du niveau de développement de la praxis africaine qui n'est pas arrivée au stade

* Ce texte est rédigé en collaboration avec Abdelali Doumou, enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Casablanca.

** Département d'Economie, Faculté de Droit, Université de Rabat.

1 Voir les travaux de la Conférence d'évaluation des Sciences Sociales en Afrique - CODESRIA.

de maturation capable de féconder une méthodologie et des outils d'analyse d'une plus grande pertinence.

La période actuelle est marquée par des mutations profondes touchant la façon d'être et d'avoir c'est-à-dire le mode de produire et de consommer, le mode de répartir, d'échanger, de communiquer... Dans un mouvement dialectique d'ensemble, ces mutations sont aussi bien une source de progrès qu'une source de régression. Comprendre l'ambivalence de ce processus revient à analyser le mode d'articulation des Etats africains aux Etats du monde développé. Sans tomber dans une sorte de déterminisme exogène, la présence des puissances étrangères en Afrique constitue une caractéristique majeure de son histoire contemporaine. Et par là un passage obligé pour mieux appréhender la profondeur de la crise régressive qui secoue l'Afrique.

Cette articulation interne/externe n'est pas figée mais mouvante. Elle revêt des formes différentes et génère des incidences diverses en fonction de l'évolution du système mondial; formes et incidences, aujourd'hui inintelligibles au travers des schémas simplistes forgés tant par le paradigme libéral - tenant des *étapes de la croissance* - que par celui *dépendantiste* fondé sur le dogme de l'inéluctable *développement du sous-développement*. Ces paradigmes dominants de l'*Economie Politique du Tiers Monde* ne permettent pas de comprendre les transformations opérées dans la logique de l'accumulation tant au centre (produisant de nouvelles articulations entre les Etats du centre et les Etats de la périphérie) qu'à la périphérie (éclatement de cette dernière). L'émergence d'une réelle industrialisation capitaliste dans certains pays du "sud" accompagnée d'une croissance rapide et soutenue a battu en brèche les thèses *Tiers-Mondistes* du *développement du sous-développement*.

On assiste de ce fait, à un retour en force de Rostow qui conduit à l'abdication d'une partie des marxistes qui, désormais, chanteront les louanges de l'"impérialisme, pionnier du capitalisme" et du système de "l'unification de l'humanité"².

D'autres, plus orthodoxes, réagissent par la "simple négation de la nouveauté de l'événement"³. Le schéma caricatural présenté par A. Lipietz retrace, d'une manière heureuse, cette opposition, devenue stérile, de ces deux principaux paradigmes assimilés par l'auteur à "deux horloges arrêtées (qui) contemplent le mouvement de l'histoire". Le Sud stagne-t-il? L'horloge dépendantiste donne l'heure exacte. La "nouvelle industrialisation" se

2 B. Warren *Imperialism, pioneer of capitalism*. New left books. London, 1980.

3 Ibid.

développe? L'heure est au take off. Les NPI entrent en crise? Le dépendantisme l'avait toujours dit..."⁴. Des velléités de recherche isolées mais prometteuses tentent de dépasser ces blocages de "l'Economie de Développement" en mettant en relief la diversité historique et nationale des formes de l'accumulation capitaliste dans chaque Etat-Nation⁵. Par ailleurs, la crise de l'économisme tant de droite que de gauche - mettant en jeu l'articulation et la signification de concepts de forces reproductives, de rapports de production, de reproduction et de lutte de classes - a débouché sur des tentatives de reconquête des sphères d'analyse jusque là négligées par les "théories du développement"⁶. C'est le cas particulièrement de la question de l'Etat dans les sociétés dépendantes. Cette question constitue, en effet, une préoccupation relativement récente de "l'Economie Politique du Développement". L'étude systématique consacrée récemment à la question par A.G. Frank en est une illustration⁷. L'apport important des auteurs latino-américains - non traduit dans l'ensemble en langue française - semble également dater de la première décennie. Dans la théorie libérale du développement, la question de l'Etat - à l'origine évacuée parce que externe du point de vue méthodologique à sa problématique d'ensemble - est partiellement récupérée; même des auteurs de l'establishment chez qui le concept d'Etat n'avait jamais eu de place commencent à se demander "*do we need a theory of state?*"

Cette pauvreté théorique qui a toujours entouré la question de l'Etat dans les sociétés dépendantes est une illustration singulière des impasses des conceptions qui réduisent le procès de développement (et/ou du sous-développement) des formations sociales au mouvement de leur base économique: réduction simultanée de cette base économique au mouvement des forces productives qui, de ce point de vue, constitue le moteur du développement historique. De telles conceptions ont pour principale conséquence la séparation du processus de développement de ses déterminants superstructurels dont l'Etat est l'un des principaux éléments constitutifs⁸.

C'est pourquoi l'économie de Développement ne peut aspirer au statut d'une "Critique de l'Economie Politique de Développement" qu'au prix

4 Ibid.

5 CA. Lipietz - *Mirages et Miracles*. La Découverte 1983, p. 7.

6 C. Ominami - Aperçu critique des théories du développement en Amérique Latine, *Revue Tiers Monde*, No. 80, octobre 1977. P. Salama et P. Tissier - *L'industrialisation dans le sous-développement*, Maspéro, Paris, 1982. A. Doumou - *Etat et capitalisme du Maroc*. Edino, Rabat, 1988.

7 A.G. Frank - *La crise économique de l'Etat dans le Tiers Monde: Perspective Latino-Américaine*. Ed. Anthrosos 1980, No. 1.

8 H. El Malki et A. Doumou - "Les théories de développement à la reconquête de la question de l'Etat" in *Le Tiers Monde dans la crise. Quelles issues?* Ed. Maghrebines.

d'une revalorisation de l'histoire des sociétés en tant qu'entités plurielles et d'une importance accrue accordée aux facteurs politiques, culturels..., c'est-à-dire au non économique. Celui-ci représente un ensemble de facteurs non quantifiables (histoire, culture, valeurs, croyances..., accumulation subjective des peuples) qui échappe à la rationalité étroite du calcul économique. Leur maîtrise représente une condition épistémologique indispensable pour assurer le renouveau de l'économie de développement, donc accroître son pouvoir d'analyse et son adhésion au mouvement du réel.

En somme, le retour au non économique est une démarche critique de l'économique.

Les relations Nord-Sud ont connu de nombreuses transformations liées aux changements opérés dans la division internationale du travail (DIT). Le système international fondé sur l'hégémonie anglaise conférait une place importante aux pays sous développés (PSD) (Etats coloniaux en Afrique) au travers principalement de la création d'une "économie de portefeuille international" susceptible d'alimenter une offre de crédit relativement abondante.

Par contre, l'hégémonie nord-américaine, depuis 1945, fut corrélative de l'exclusion relative du "Tiers Monde" de l'économie mondiale et correspondit à la mise en place d'une économie du don international. De ce fait "l'Aide étrangère" était compatible avec une certaine autonomie relative de régimes politiques bénéficiaires (vis-à-vis des puissances créancières) qui leur permettait de concilier à travers son affectation, les **nécessités d'accumulation du capital et les exigences de légitimation de ces régimes politiques**. C'est l'ère des illustrations, de la *construction du socialisme africain*, du *miracle ivoirien*, du mythe de la *troisième voie* etc.

Une période où les Etats africains ont pu estomper la contradiction accumulation du capital et légitimation au moyen de divers modes de développement (capitalisme d'Etat, industrialisation par substitution aux importations, développement d'un capitalisme agraire etc.).

A partir des années 70, la constitution d'un Système d'Economie Mondiale semble s'accompagner de l'avènement de l'**Economie de crédit international**, correspondant à la mise en place d'un **processus de réintégration sélective des PSD**. Au cours de cette dernière phase, la part désormais croissante des pays du Tiers Monde, prit globalement, dans les exportations mondiales et les flux financiers internationaux, **contraste avec la marginalité d'un bon nombre d'entre eux**. La majorité des pays africains se trouve dans cette situation. En témoignent une série d'indicateurs qui soulignent combien les années 80 sont une décennie perdue pour le développement, particulièrement en Afrique sub-saharienne: taux de croissance économique négatifs, chute des investissements, baisse des recettes d'exportation, aggravation de la crise financière...

En effet, au cours de cette décennie, le PIB réel par habitant est de -0,8%. Cette tendance profonde à la paupérisation est amplifiée par la conjonction d'une série de facteurs dont en particulier un taux d'inflation supérieur à 24% en moyenne - durant la même période - et une forte diminution des termes de l'échange - 3,25 en moyenne annuelle - contre -0,3 dans les années 70. Ce phénomène rappelle que l'insertion de l'Afrique dans la DIT reste à dominante primaire (plus de 90% des exportations sont des produits primaires). Donc une dépendance quasi intégrale pour son approvisionnement en biens intermédiaires et en biens d'équipement, accentuant par là l'appel aux capitaux extérieurs et une très forte ouverture aux flux commerciaux.

La participation symbolique à la production industrielle mondiale (1%) et en commerce international (moins de 2%) illustre le recul et l'aggravation de la marginalisation de l'Afrique par rapport à d'autres composantes géographiques du Tiers Monde. C'est ainsi que six pays qualifiés de nouveaux pays industrialisés (NPI) (Taïwan, Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Mexique et Brésil) ont vu leur part du PNB mondial doubler entre 1964 et 1984 pour représenter 6,2%. Leur poids dans les exportations mondiales de produits manufacturés est passé de 1,9% à 8,7% dans la même période.

L'importance du volume de la dette (200 milliards de dollars) est un autre indicateur de la paupérisation qui a conduit les Etats Africains à une situation de mendicité structurelle sur le plan international, créant les conditions favorables à la mise sous tutelle du continent par le FMI et la Banque Mondiale.

La dette africaine est surtout d'origine publique, contractée sous forme concessionnelle - alors que la dette latino-américaine est surtout contractée auprès des banques privées. Assez faible par son volume (10% de l'ensemble de la dette du Tiers Monde), la dette subsaharienne a surtout augmenté pour empêcher la consommation de continuer de baisser. Une dette destinée à assurer la survie du continent! Mais le cercle vicieux de l'endettement a aggravé la précarité de la situation en Afrique avec un service de la dette⁹ qui a plus que doublé: 26,4% en 1987 contre 11,4% en 1980 et un ratio de la dette¹⁰ qui a presque quadruplé en passant de 94% à 355,4% durant la même période.

Dans ce contexte, un maître-mot doté de toutes les vertus réapparaît: l'ajustement qui véhicule une analyse plutôt financière de la crise¹¹. Restaurer les équilibres fondamentaux de l'économie pour retrouver "le

9 *Service de la dette*: intérêt + amortissement/exportation de biens et services.

10 *Ratio de la dette*: encours global + crédits du FMI/exportations de biens et services.

11 Voir revue *Afrique et Développement*.

sentier de la croissance" passe par le libre développement du capitalisme du marché, sans entraves. Désétatisation, privatisation, compétitivité, rationalisation de la gestion des finances publiques...: un pari sur un ensemble d'attitudes, de comportements et de règles dont le respect et l'application aideraient - dans l'optique de cette analyse - à créer les conditions de sortie de la crise.

La réflexion dominante sur l'anti-crise a contribué à l'éclosion d'une "nouvelle culture", uniformisant les discours et les politiques économiques; Cette nouvelle culture ne s'embarrasse pas de la complexité et de la diversité des situations: privilégiant les schématismes, elle se limite aux apparences des choses complexes. Son credo est l'économie du marché considérée comme l'unique voie permettant d'organiser sinon de réduire les désordres engendrés et accumulés par la crise. L'ordre par le marché est en réalité celui de l'argent, c'est-à-dire de la puissance et de la force. Et l'histoire des rapports Nord-Sud l'illustre parfaitement dans des domaines très variés: économique, commercial, technologique et culturel. Plusieurs exemples passés et récents montrent que l'ordre par le marché, dans son développement historique, est source de domination renouvelée pour le Sud.

Les institutions financières internationales, à travers leurs analyses de la crise et les solutions préconisées, ont joué un rôle important dans la propagation de cette nouvelle culture. Les conséquences des politiques d'ajustement structurel (PAS) appliquées dans un grand nombre de pays endettés sont multiples: déstructuration d'un tissu économique et social encore à l'état embryonnaire, révoltes significatives de résistances ouvertes, essor de l'économie de survie englobant une kyrielle d'infra-activités. Ce type d'économie se traduit par la recherche des voies et moyens destinés à briser la marginalité sociale de l'armée grandissante des "laissés-pour compte". A la lisière entre "le secteur moderne" et "le secteur traditionnel", il remplit une double fonction: une fonction d'intégration à la société et une fonction de stabilisation du système socio-économique. En définitive, il met en relief les limites intrinsèques de la sortie de la crise par le haut, comme il dévoile les potentialités des pratiques informelles, c'est-à-dire du développement par le bas. C'est là l'un des enseignements majeurs des mutations en cours.

Le coût social élevé qui accompagne l'application des PAS s'est traduit par un déficit de légitimité grandissant des Etats africains, déficit aggravé par l'amputation de leur souveraineté économique et financière faisant suite aux ingérences du FMI et de la Banque Mondiale. En effet, à la faveur de la crise de la dette, le nouvel interventionnisme des organisations financières a réduit - dans des proportions variables - le pouvoir des Etats qui finissent par s'aligner sur la ligne de conduite qui leur est recommandée, sinon imposée; le rétrécissement de leur marge de manoeuvre avec la pénurie des moyens rend un grand nombre d'Etats africains incapables de satisfaire la nouvelle

demande sociale provoquée par les pressions démographiques¹² et la montée de la population urbaine - qui représente presque la moitié de la population totale. C'est pourquoi, la diminution des dépenses de légitimation traditionnelle (éducation, santé, route, eau potable, électricité...) pèsera lourdement sur le devenir étatique en Afrique. Et le renforcement de l'autoritarisme politique qui accompagne ce processus ne peut qu'aggraver la délégitimation des Etats, rendant les perspectives encore plus incertaines.

Progressivement, une relation nouvelle s'est établie entre **endettement externe = ajustement = autoritarisme politique**, relation qui s'est traduite par la réduction de l'espace des libertés et par des atteintes répétées aux droits de l'homme.

Néanmoins, la démarche et les recommandations de la Banque Mondiale et du FMI sont intéressantes par les questions soulevées - qui sont souvent explosives - du genre:

- les pays endettés vivent au-dessus de leurs moyens. Reste à déterminer les couches ou classes sociales qui, étant donné la nature et le mode de répartition des revenus, s'accaparent l'essentiel du revenu national.
- la crise d'endettement touche surtout les entreprises publiques et semi-publiques, et de manière plus directe les finances de l'Etat. C'est une crise financière de l'Etat! Comment les emprunts ont-ils été utilisés? Comment la dette a-t-elle été gérée?
- l'économie du tiers monde, au-delà de sa diversité, peut être assimilée à une économie de rentiers et d'assistés. Qui sont-ils? Dans quelles conditions s'est effectués l'extension du système de rente et d'assistance qui est devenue une source de blocage à toute dynamique économique? La réponse à ces questions n'est pas uniquement d'ordre technico-économique ou financière. Elle est aussi politique.

La "marginalité" des économies africaines au sein du système de l'économie mondiale s'explique par plusieurs facteurs historiques dont principalement:

- la nature des structures économiques, sociales et politiques des formations sociales précoloniales: existence ou non de structures différenciées de classe, degrés d'implantation et de centralisation des structures, degrés de généralisation des systèmes d'identification.

12 La population africaine a plus que doublé entre 1965 et 1985, en passant de 200 millions à 430 millions d'habitants pour atteindre 430 millions en 1990 et 670 millions en l'an 2000.

- Le caractère capitaliste ou non de la puissance colonisatrice: ce critère permet de mettre en relief un certain nombre de différences importantes entre les pays d'Amérique Latine où la puissance colonisatrice - la péninsule ibérique - était à dominance féodale et les pays d'Afrique et d'Asie colonisés par des puissances capitalistes.
- La continuité ou la discontinuité par rapport à l'administration coloniale: ce critère permet de faire ressortir les caractéristiques organisationnelles de l'appareil d'Etat (une rupture plus ou moins profonde a lieu avec certaines formes coloniales d'organisation sociale).
- Le stade du capitalisme mondial à l'époque de la décolonisation: là encore des différences importantes existent entre les pays d'Amérique Latine - qui avaient acquis leur indépendance au moment où l'impérialisme connaissait l'une des grandes crises de son histoire, crise qui explique en grande partie la forme particulière du développement capitaliste dans ces pays - et la plupart (sinon la totalité) des pays d'Afrique et d'Asie qui n'ont acquis leur indépendance qu'après la deuxième guerre mondiale, ce qui explique en grande partie la forme du sous-développement dans ces pays.
- L'existence ou non d'un Etat relativement national (une tentative de rupture plus ou moins brutale avec l'Etat colonial) et d'une bourgeoisie locale relativement solide disposant d'une importante base d'accumulation du capital à l'échelle nationale); ce critère permet d'opérer des distinctions entre pays Latino-Américains eux-mêmes (le Brésil et le Mexique par exemple) et entre pays africains (Algérie d'une part et Maroc, Tunisie de l'autre).
- Le caractère brutal ou non du processus de colonisation ou de décolonisation. ce qui permet de mettre en relief les pratiques de "décolonisation" qui ont caractérisé la plupart des pays du Tiers Monde: destruction totale ou partielle des économies traditionnelles, des structures politico-administratives et de la civilisation "autochtone" (cas des pays d'Amérique Latine et certains pays d'Afrique dont l'Algérie, etc.).
- Le degré d'autonomie des régimes politiques par rapport aux classes sociales dominantes et par rapport aux Etats-nations du centre.

Dans beaucoup de pays du Tiers Monde, ces différentes variables historiques définissent la persistance ou l'émergence de régimes politiques *particuliers* déterminant ainsi une non correspondance au sein de l'état entre son essence et sa forme historique. Cette *non correspondance* assigne des

profils particuliers au procès de valorisation du capital dans les F.S. périphériques (semi-industrialisation etc...). A cet égard, la majorité des explications fournies pour saisir les *formes de sous-développement* dans les pays du "Tiers Monde", les restructurations économiques touchant leur appareil productif, l'évolution sociale de leur structure de classe et les transformations politiques portant sur la forme de leurs Etats - sont fondées sur un facteur exclusif: les *stratégies de reproduction et de redéploiement* du capital à l'échelle mondiale. Cependant, un facteur important est négligé ou passé sous silence par ces explications: les mécanismes de reproduction du capital à l'échelle mondiale façonnent, d'une manière inégale, les économies du Tiers Monde. Pourquoi, D'aucuns avanceront la loi du développement inégal sans en définir le contenu historique. D'autres évoqueront la dépendance de ces économies. Ces positions ne fournissent qu'une partie de la réponse, l'autre partie réside dans la nature des structures sociales et étatiques des pays du "Tiers Monde". Pourquoi la semi-industrialisation du Brésil et pas du Maroc? La DIT exprime la structure de l'économie mondiale mais elle ne nomme point les pays qui doivent participer d'une manière inégale à cette structure qu'en fonction de leur *capacité de participation*. La manière dont s'articule la nature et la forme de l'Etat - expression de la structure sociale de ces sociétés - explique, donc, en tant que facteur endogène important la forme que revêt cette participation.

Cette faiblesse de la position de l'Afrique dans le Système de l'Economie Mondiale se traduit, cependant, par une agressivité nouvelle et croissante de l'impérialisme. Plus que par le passé, la présence des puissances impérialistes en Afrique est indissociable des nécessités de contrôle et d'exploitation des ressources minières (et autres) du continent. En plus des produits agricoles divers, l'Afrique demeure, pour l'Occident, un puits stratégiques de métaux relativement rares (le chrome, le cobalt et le manganèse), ou de métaux de base (le cuivre, le fer, et la bauxite). Les interventions militaires diverses en Afrique sont à mettre en rapport avec les exigences structurelles de l'impérialisme.

Dans ce contexte, la crise économique mondiale engendre une articulation nouvelle des Etats qui se traduit par l'absence d'autonomie relative des régimes politiques africains qui se voient contraints de mettre en oeuvre des politiques économiques - *Programmes d'Ajustement structurels* - visant l'accumulation du capital mais au prix d'un déficit de légitimation. Ainsi, les nouvelles exigences du système de l'économie mondiale imposées aux Etats africains parce qu'elles ne procèdent que de considérations pures d'efficacité economico-financières, s'avèrent inconciliables avec les contraintes internes de légitimation des régimes politiques en place. Les Etats africains sont donc confrontés à un dilemme:

- soit se conformer à l'orthodoxie financière exigée par la conjoncture et défendue par la Banque et le FMI;

- soit tenir compte des contraintes internes de légitimation des régimes politiques; lesquelles contraintes sont, de par le coût financier qu'elles impliquent, la négation même de cette orthodoxie.

Les Etats périphériques actuels se trouvent dans ce tournant historique qui implique un choix politique majeur. La conformité des politiques de ces Etats à l'orthodoxie financière sous l'égide de la Banque et du FMI - projet en cours de réalisation dans la plupart des sociétés dépendantes - conduit, dans le contexte actuel, à un désengagement relatif de l'Etat de plusieurs secteurs tant économiques que sociaux qui sont une composante plus ou moins importante (selon les cas) du système légitimatoire du régime politique. Partout on assiste à une diminution des dépenses publiques sociales en dépit d'une fiscalité (indirecte) de plus en plus lourde. L'effritement progressif des subventions publiques des prix des produits alimentaires de base, l'application de la méthode de tarification publique fondée sur le coût marginal à certains produits et services publics (eau, électricité, PTT, etc.) ainsi que la réduction des dépenses publiques relatives à l'éducation et à la santé constituent un niveau privilégié pour saisir l'impact de la pression extérieure sur les politiques sociales des Etats du Tiers Monde.

Les conséquences d'un tel choix sont multiples. Au niveau social d'abord, la dégradation du niveau de vie des populations, la pénurie des produits alimentaires, les famines, les maladies sont des fléaux qui caractérisent ou hantent la plupart des sociétés africaines actuelles. Au niveau politique ensuite, ces différents phénomènes sociaux engendrent un rétrécissement de la base des régimes politiques et conduisent, de ce fait, au renforcement de l'autoritarisme politique et partant à l'écrasement de la *société civile*.

Dans le contexte de la crise financière, la pression extérieure se traduit également par un projet de restructuration économique prenant la forme d'un désengagement de l'Etat de certains secteurs économiques importants. Parmi les formes que revêt ce désengagement, la privatisation du secteur d'Etat constitue un deuxième niveau privilégié pour saisir aussi bien les postulats d'une politique édictée par le FMI (orthodoxie financière, efficacité économique, rentabilisation des entreprises publiques, consolidation du grand capital privé, promotion de l'investissement privé...) que les enjeux socio-politiques dont sont porteuses ces restructurations. En effet, au niveau économique d'abord, la privatisation du secteur économique d'Etat signifie le transfert du pouvoir économique d'une grande partie de la techno-bureaucratie qui jouissait du privilège d'appropriation privé effective des entreprises publiques au profit de la grande bourgeoisie.

Au niveau politique ensuite, la réalisation de ce projet et l'ampleur et la forme de la confrontation entre ces deux forces sociales dépendent des rapports de force entre elles, des possibilités de compromis et de la

proximité de chacune d'elles par rapport au centre de décision politique. Or, dans la plupart des sociétés dépendantes, la techno-bureaucratie (que certains préfèrent nommer bourgeoisie d'Etat) constitue un segment important de la base sociale des régimes politiques en place. C'est pourquoi cette nouvelle redistribution des pouvoirs économiques (privatisation du secteur d'Etat), entreprise sous la pression de l'impulsion extérieure, risque d'engendrer un rétrécissement de l'espace social qui fonde le régime politique même du côté des classes dominantes qui en font théoriquement partie intégrante.

Au niveau social enfin, la privatisation des entreprises d'Etat signifie leur rentabilisation; ce qui implique une réduction du personnel, une requalification... des mesures porteuses d'aggravation des tensions sociales (chômage, baisse des salaires...).

Dès lors, la crise actuelle de l'Etat périphérique peut revêtir, selon les cas, la forme d'une crise politique de légitimation. Le passage de la première (crise de l'Etat) à la seconde (crise de légitimation) n'est pas automatique; il est fonction d'une part des possibilités d'alliances sociales traditionnelles, ou d'établissement de nouvelles alliances (qui dépendent des rapports de force entre les classes sociales en présence) offertes dans certains pays et pas dans d'autres et de l'importance du fonds culturel de légitimation (force idéologique du régime politique) de l'autre; c'est là un niveau privilégié où est manifeste l'impact de l'épaisseur historique de certains Etats périphériques (réserves traditionnelles de légitimation) sur leur rôle dans la reproduction sociale.

La crise actuelle des Etats africains est porteuse de restructurations diverses et d'une dynamique historique pouvant déboucher sur une pluralité d'issues. La mise en oeuvre des politiques d'ajustement structurel est susceptible de générer, dans plusieurs cas, des crises politiques dont les incidences sociales et politiques peuvent être fort coûteuses. La remise en cause des acquis sociaux des populations et le renforcement de l'autoritarisme politique qui en découle - principales composantes du scénario en cours - risquent de rééditer des processus de violence communs dans l'histoire mais d'une ampleur qui peut s'avérer incalculable, mettant fin par là aux velléités de démocratisation en cours. Il importe de rappeler à cet égard qu'une des particularités majeures du développement du capitalisme périphérique est qu'il n'a pu jusqu'à présent favoriser un processus de développement politique irréversible. La recomposition récente des segments civils¹³, sous l'effet de la semi-industrialisation et de la pression d'une demande sociale croissante en faveur de la démocratie, a créé

13 Depuis la fin des années 70, l'Amérique du Sud est marquée par l'instauration de régimes politiques "civils": l'Equateur en 1979, le Pérou en 1980, la Bolivie en 1982, l'Argentine, le Brésil.

l'illusion d'une émancipation de la *société civile* par rapport à l'Etat¹⁴. Toutefois le capitalisme périphérique semble persister dans un degré élevé d'hétérogénéité, ce qui continue d'imposer l'Etat comme instance nécessaire et exclusive à la reproduction du système socio-politique.

Mais un autre scénario s'impose. Se soustraire à la *fatalité du moment*, arrêter le processus de déliquescence interne, faire face aux défis externes relevant du domaine du possible à travers la libération et la mobilisation des potentialités africaines.

Dans l'élaboration de ce scénario, deux conditions sont à prendre en considération:

- la rédefinition des supports entre l'Etat et l'économie, l'Etat et la *Société civile*

En effet, le problème n'est pas réductible à plus ou moins d'Etat, secteur public/secteur privé, libéralisme/dirigisme... L'enjeu véritable réside dans *quel Etat faut-il construire?* Et par là, quelle est sa place et quel est son rôle au sein de l'économie et de la société? L'omnipotence de l'Etat contient les germes de sa propre autodestruction. En bureaucratisant de façon excessive l'économie et en étouffant la *société civile*, il devient une source de blocage et de conservation, conduisant à son isolement et à sa remise en cause à travers un cycle de violence ininterrompu et difficilement maîtrisable. Et la poursuite de l'ajustement économique - devenu une panacée universelle - implique un ajustement social et politique. En résumé, tendre vers un équilibre entre l'Etat et la société civile ne peut se réaliser que dans le cadre d'un processus démocratique global qui reste à garantir, à consolider et à approfondir.

- La relance sur de nouvelles bases de la coopération-intégration économique. L'histoire des tentatives de coopération-intégration en Afrique est une longue suite de désenchantements et de déceptions. Les liens économiques entre pays africains au lieu de se renforcer se sont affaiblis sinon rompus à la suite de conflits et de différends frontaliers. Le sort qu'a connu le Plan de Lagos est significatif à cet égard.

Dans la période actuelle, les conditions ne sont-elles pas réunies pour une véritable relance de la coopération? Endettement, crise alimentaire, désertification...: un ensemble de facteurs qui font de la coopération-intégration non pas un choix mais une exigence pour assurer la survie de l'Afrique.

14 D'où la passion récente des intellectuels Tiers Mondistes pour les théories du 18ème Siècle et pour les débats sur la démocratie.

C'est à cette seule condition que l'Afrique pourra se soustraire à la contrainte extérieure et réduire l'emprise de la nature et que sur le plan international, la dialectique de l'interdépendance effective l'emportera sur celle de la dépendance renouvelée. Une telle dynamique implique la fin des nationalismes d'Etat qui sont par définition des nationalismes étriqués, privilégiant le fait étatique national sur le fait régional et supra-national. Dans le cas contraire, la coopération-intégration continue de relever du discours.